

# S. D. Kourkovic.

1<sup>ère</sup> Année

|                                       |       |
|---------------------------------------|-------|
| Histoire diplomatique                 | 5     |
| - id. - id. Pigeonneau                | 4     |
| - id. - id. (Conf)                    | 4 1/2 |
| Droit des gens (Cours)                | 3 1/2 |
| Droit international (Conf)            | 4     |
| Législation commerciale               | 3 1/2 |
| = II <sup>ème</sup> Année =           |       |
| Géographie et Ethnographie            | 3 1/2 |
| Histoire diplomatique                 | 2     |
| Droit des gens                        | 4     |
| Droit international (Cours)           | 3     |
| Statistique et affaires Comm.         | 3 1/2 |
| Géographie économique                 | 4     |
| Économie politique                    | 3 1/2 |
| Histoire du moyen-âge                 | 4     |
| M <sup>r</sup> A. Luy. Beauchamp      | 5 1/2 |
| Allemand                              | 6     |
| Législation commerciale               | 3 1/2 |
| Travaux                               |       |
| Pour M <sup>r</sup> Loret             | 3     |
| Renault                               | 3     |
| Compositions                          |       |
| Composition Pour M <sup>r</sup> Loret | 2     |
| Pour M <sup>r</sup> C. Renault        | 3     |



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du X<sup>th</sup> 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique

NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>r</sup> Sorel

M Kourtevics élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE : 5.

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 1<sup>ère</sup> 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique

NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>r</sup> Pigeonneau

M Roussier élève de 1<sup>ère</sup> année.

NOTE : 5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Décembre* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Histoire diplomatique (Conf)*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. de Ferrari*

M. *Kourtoiev* élève de *7* année.

NOTE :

*1 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 1<sup>er</sup> 1882

## MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit des gens (Cours)

## NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>r</sup> Funck-Brentano

M. Mourouviès élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE :

3 1/2

## OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Décembre* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Trait international (Conf)*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Renault*

*M. Kovtovich* élève de *1* année.

NOTE : *4*

OBSERVATIONS

.....  
.....  
.....  
.....

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 1<sup>er</sup> fév. 1882.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Législation Comm.

NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>r</sup> Lyon-Caen.

M Kourovich élève de 4<sup>e</sup> année.

NOTE :

3 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 21 juin 1883.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Géographie et Ethnographie*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M<sup>r</sup> Gaidoz*

*M Courtois* élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE : 3 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*H. Gaidoz*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique

NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>r</sup> Lorel

M Courtois élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE :

2  
2 ag.

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Ch. Lory

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du       Juin       1883.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit des gens (Conférences)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>r</sup> Funck-Brentano

MCourtois élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 4

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

M<sup>r</sup> Funck-Brentano



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 juin 1883.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit international (cours)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>r</sup> Renault

M Courtois élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 3

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*Renault*



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Statistique et affaires commerciales.

NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>r</sup> Devasseur

M Courtois élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : ~~2 1/2~~ 3 1/2

OBSERVATIONS

Scrit d'une manière générale; mais manque  
de précision

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

E. Lamy



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 22. Juin 1882.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Géographie économique.

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Pigeonneau

M. Courtois élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 4

OBSERVATIONS

Question. Le Danube.

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Pigeonneau

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Economie politique

NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>r</sup> Cheysson

M Courtois élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 3 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

J. Cheysson

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1881

## MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

M. L. Histoire du moyen âge.

## NOM DE L'EXAMINATEUR

M. de Ferrary

M Kowitorics élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 4.

## OBSERVATIONS

examen bon sur certains points, insuffisant  
sur d'autres.

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

M. de Ferrary



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du ..... 188.....

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

NOM DE L'EXAMINATEUR

*Henri Long Deaulieu*

M *Courtois Jean* élève de *II*, année.

NOTE :

*5 1/2*

*CLD.*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*H. Long Deaulieu*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

AVIS : L'Examinateur peut faire usage des fractions pour exprimer une note intermédiaire entre celles qui sont portées au tableau ci-contre. — Par exemple :  $3 \frac{1}{4}$ , ou  $3 \frac{1}{2}$ , ou  $3 \frac{3}{4}$ .



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 1883.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Allemand.*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Leseur*

*M. Courtois* élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE :

*6*

OBSERVATIONS

*Parle couramment & correctement. Sait bien  
la langue allemande.*

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*L. Leseur*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 188*9*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Législation commerciale*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Lyon-Caen*

M *Kourtoriev* élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE : *3 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*M. Lyon-Caen*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

AVIS : L'Examinateur peut faire usage des fractions pour exprimer une note intermédiaire entre celles qui sont portées au tableau ci-contre. — Par exemple :  $3 \frac{1}{4}$ , ou  $3 \frac{1}{2}$ , ou  $3 \frac{3}{4}$ .



Redaction par Prof

de l'écriture

Abuseur d'un des

diverses questions

quelques enseignements relatifs à  
la loi, mais en regardant la  
part de l'écriture

raison de l'acquisition et  
le de nationalité serbe avec les diff. pays.

Avec le droit civil s'occupe  
le droit public chaque homme  
est considéré comme une  
personne et qui possède ses  
droits de nature. Aujourd'hui  
à l'homme sont reconnues  
certaines facultés qu'il doit  
remplir pour atteindre son  
but au monde. Les facultés  
qui lui sont reconnues sont  
ses droits, il a les reçu de la  
nature, et ce n'est pas la  
société qui les lui a données,  
elle les a seulement reconnues.  
Ce sont les droits naturels  
dont chacun jouit, sans  
exception, et qui sont assurés  
à chacun par la loi. Mais  
entre la jouissance et l'exercice  
de ces droits, il y a une  
différence essentielle. Les  
droits jouissent toutes les  
personnes sans exception.  
Les mineurs et les personnes  
qui sont sous la tutelle



# Comparaison de l'acquisition et de la perte de nationalité serbe avec les diff. pays.

Avec le droit civil s'occupe  
le droit public chaque homme  
est considéré comme une  
personne et qui possède ses  
droits de nature. Aujourd'hui  
à l'homme sont reconnues  
certaines facultés qu'il doit  
remplir pour atteindre son  
but au monde. Les facultés  
qui lui sont reconnues sont  
ses droits, il a les reçu de la  
nature, et ce n'est pas la  
société qui les lui a donnés,  
elle les a seulement reconnues.  
Ce sont les droits naturels  
dont chacun jouit, sans  
exception, et qui sont assuré  
à chacun par la loi. Mais  
entre la jouissance et l'exercice  
de ces droits, il y a une  
différence essentielle. Les  
droits jouissent toutes les  
personnes sans exception.  
Le mineurs et les personnes  
qui sont sous la tutelle



ont les droits de la jouissance  
mais non de l'exercice, les  
droits pour eux sont confiés  
aux personnes qui en ont  
soin.

Le code civil est l'expression  
du droit privé, le § 6. 7. 45 du  
code civil serbe protège la per-  
sone et la fortune de l'  
étrangère de la même façon  
comme d'un citoyen serbe  
et garantit la pleine jouissance  
de droit privé.

La nationalité serbe s'  
acquiert par la naissance  
de parents serbes qui se  
transmet par la filiation de  
père en fils ou par la natura-  
lisation. Quand le père et  
la mère appartiennent à  
une même nationalité il  
n'y a là de difficulté, l'enfant  
appartient à la nationalité  
de ses parents. Mais supposons  
qu'un enfant de parents  
serbe naisse en Angleterre  
cet enfant sera-t-il serbe ou  
étranger?

Pour décider cette question  
il y a trois systèmes actuellement.

Chez les Romains la  
nationalité était définie  
par les liens du sang.  
Au moyen âge cette première  
décision a été modifiée.



Selon l'ancienne loi française  
le lieu de naissance décidait  
à quelle nationalité l'enfant  
allait appartenir. Tous ceux  
qui étaient nés en France éta-  
ient français, on ne faisoit  
nulle attention si les parents  
étaient étrangers, établis en  
France, ou simples voyageurs.

Le seul cas fait de la naissa-  
nce sur le territoire français  
suffisoit pour devenir fran-  
çais. Vice versa, tout enfant  
de parents français né à l'  
étranger était considéré comme  
étranger. Cela se passoit ainsi  
à l'époque féodale, lorsque  
le territoire jouoit le plus  
grand rôle. L'homme appar-  
tenait au territoire où il était  
né. Aujourd'hui la natio-  
nalité française est exprimé  
par art. 9 du code civil,

Il y a quatre groupes d'Etats  
qui définissent la nationa-  
lité. Dans la première groupe  
viennent les Etats qui définissent  
ce droit avec plus ou moins  
de restriction. Un enfant  
né en Amérique est Américain.  
La République Argentine  
a promulgué une loi



le premier Octobre 1869 selon  
laquelle tous ceux qui sont nés  
dans la République sont  
considérés comme Argentins,  
ceux qui sont nés hors de cette  
République même des citoyens  
sont considérés comme étran-  
gers.

Dans la second groupe vient  
l'Angleterre : Depuis 1870 tous  
les enfants qui naissent en  
Angleterre sont anglais, même  
des parents étrangers. Tous  
les enfants d'Anglais nés  
à l'étranger sont Anglais  
selon la loi anglaise.

Ces enfants de parents ang-  
lais ont souvent deux na-  
tionalités. De là proviennent  
les conflits. Le 12 Mai  
1870 le parlement anglais  
a voté une loi. Cette loi  
s'exprime ainsi : chaque  
enfant de parents étrangers  
né en Angleterre est consi-  
déré comme anglais jusqu'à  
sa majorité, et à cette époque  
la loi lui permet de  
prendre la nationalité  
de son père s'il le désire.  
Chaque enfant de parents  
anglais né à l'étranger  
est anglais, mais à sa



majorité il peut déclarer  
et prendre la nationalité  
qu'il veut.

Dans la troisième groupe  
il y a des États qui ont con-  
servé le système romains.

Le père transmet sa nationa-  
lité à l'enfant, ce système  
a été adopté en Allemagne  
depuis 1870. L'enfant qui  
est né de parents étrangers  
en Allemagne est étranger,  
l'enfant allemand des par-  
ents allemands né à l'  
étranger, reste allemand.

La Suisse, l'Autriche la Serbie  
font de même.

Dans la quatrième groupe  
viennent les États qui ont  
admis le lien du sang  
jusqu'à un certain point.  
Mais il prennent à conside-  
ration jusqu'à un certain  
point le lieu de naissance.

Ces états sont: La France  
la Belgique la Prusse l'Italie  
l'Espagne Hollande la Grèce  
et la Turquie. Selon ces  
pays, l'enfant p. exp. né  
en fr. Des parents étrangères  
peut à l'époque de sa  
majorité obtenir la nationa-  
lité française.



Comme les législations des  
pays ne s'accordent pas  
entre elle il en résulte dif-  
férents systèmes. Il y a des  
Etats qui donnent à l'étranger  
la facilité d'obtenir la natio-  
nalité de leur pays en se  
naturalisant. Il y en a qui  
exigent plusieurs conditions  
pour cela. Autrefois il  
existait des pays qui défend-  
aient le changement de  
la nationalité, et les étran-  
gers n'étaient pas admis  
comme citoyens, c'était le  
cas des Spartiates. Quelques  
Etats ne permettent pas à  
ses nationaux de changer  
leur nationalité tandis que  
les étrangères peuvent se faire  
naturaliser chez eux.

Enfin, il y a des Etats qui  
ont admis le meilleur  
système permettant à ces  
sujets de changer la natio-  
nalité et en donnant aux  
étrangers la faculté de l'  
acquiescer.

La France est le premier  
pays qui ait proclamé



le système d'égalité de  
liberté d'humanité. Depuis  
la révolution jusqu'aujourd'hui  
la nationalité  
naturalisation en France  
a subi cinq phases:

La première pendant la  
révolution, la constitution  
du 14 septembre 1791 donnait  
à chaque étranger le droit  
de naturalisation, qu'il  
demandait, à la condition  
qu'il prêtât serment.

Selon la constitution  
de 1793 chaque étranger  
qui avait accompli sa  
vingt-unième année,  
qui vivait en France  
pendant une année y trav-  
aillait, et possédait des im-  
meubles ou se mariait en  
France, il était un Français.

La seconde phase date du  
5 Fructidor, selon laquelle  
l'étranger pour se faire  
naturaliser Français devait  
vivre sept ans en France



~~3<sup>ème</sup>~~ phase: sous l'empire  
Napoleon 1<sup>er</sup>, ce n'était  
plus un droit, mais plutôt  
une grace, l'empereur pouvait  
accorder ou refuser.  
L'étranger a dû être domicilié  
en France 10 ans, et d'exprimer  
son désir de vouloir être français.

4<sup>ème</sup> Phases: La loi 1804 étab-  
lissait une différence entre  
la grande et la petite  
naturalisation. La petite  
était accordée aux étrangers  
à la condition qu'ils ne pussent  
se prétendre à la Députation  
elle était accordée par l'autorité  
exécutrice.

La grande naturalisation  
donnait à l'étranger tous  
les droits, elle était accordée  
par l'autorité législative.  
Cinquième phase de 1848  
donnait ce droit aux  
étrangers qui avaient été  
domiciliés en France pendant  
cinq ans. La loi Du 28  
Jouin 1867 donnait la natura-  
lisation aux conditions  
suivantes: 1<sup>er</sup> le solliciteur  
devait être majeur, et  
avoir accompli sa vingt  
unième année.



2<sup>e</sup>. Il avait à Demander au  
ministère de la Justice la permi-  
ssion de s'établir en France.  
Du jour où il l'aura reçue, il  
devient doit vivre dans le pays, ce  
terme échu il pourrait renouveler  
sa Demande payer la taxe  
de cent soixante quinze francs  
et posséder un certificat de  
bonne conduite.

Le ministère remettait alors  
au chef de l'Etat, après avoir  
consulté qui donnait le décret.  
Le terme de 3 ans pouvait  
être réduit à une année si  
l'étranger a rendu quelques  
services à l'Etat. Cette natu-  
ralisation assimile parfaitement  
l'étranger au français.

L'Empire actuelle d'Allema-  
gne est une confédération  
de plusieurs Etats. Pour  
recevoir la naturalisation  
de cette nation, on doit  
obtenir la naturalisation  
dans quelquesuns des Etats  
qui composent l'empire  
de l'Allemagne.

D'après la loi du 3 Juin  
1870 la demande n'est  
pas nécessaire, il suffit  
d'accomplir certaines



formalités 1<sup>re</sup> la faculté de  
quitter sa propre nationalité.  
En cas de minorité on exige la  
permission du père ou du tuteur.  
2 Domicilié en Allemagne. 3<sup>em</sup>  
Il faut qu'il ait les moyens  
de subvenir à ses besoins et  
à ceux de sa famille.

En Serbie la naturalisation  
ne s'obtient qu'après y avoir  
été établi pendant sept ans,  
et y avoir donné des preuves  
de bonne conduite et d'honnêteté.  
On peut obtenir aussi du roi  
ou bien du conseil d'Etat sans  
accomplir toutes ces formalités.

Selon l'article 90. 6<sup>me</sup> alinea  
le conseil d'Etat accorde  
droit par exception. La  
naturalisation serbe est  
régulière ou irrégulière, la  
première accordée par le  
ministère de l'intérieur, la  
second par le roi et le  
conseil d'Etat.

Selon la loi serbe la femme  
adopte la naturalisation  
nationalité de son mari.  
cette loi admet la réciprocité  
comme un état étranger conso-  
dère une femme mariée à  
son sujet, l'état serbe traite  
de la même une mariée



a son sujet, Mais quand un serbe marié change sa nationalité, sa femme appartiendra-t-elle à la même nationalité ou non. La loi de n'y répond en aucune manière. Selon la loi belge, la nationalité du père ne change pas du tout la nationalité de sa femme et de ses enfants. Le père n'a pas le droit de disposer de la nationalité de sa famille.

L'annexion d'un territoire est aussi une sorte de naturalisation, ce n'est pas une naturalisation libre mais oppressive, elle est aujourd'hui réglée surtout par des traités entre les États.

Selon l'article 40 de la constitution serbe, chaque serbe est libre de changer sa nationalité, mais d'abord il faut qu'il aie pour cela une permission du ministre de l'intérieur. Mais si un sujet serbe change la nationalité sans permission quelles sont les suites? la perd-il ou non? La loi se tait sur ce sujet.

La perte de la nationalité française est exposée dans l'article 17 du Code civ.

Selon la loi anglaise, l'anglais perd sa nationalité



par la naturalisation à  
l'étranger.

Le meilleur des systèmes existe  
en Allemagne; Un allemand  
qui veut changer sa nationalité  
doit avoir une permission de  
son gouvernement, et s'il prouve  
qu'il n'a pas eu l'intention  
de se soustraire au service  
militaires, mais qu'il a d'autres  
motifs qui le font agir il  
reçoit cette permission. La  
nationalité allemande se perd  
par un séjour de 10 ans à l'  
étranger si l'on ne se fait  
pas inscrire sur le registre du  
consul allemand.

Une française mariée à un  
étranger devient de la natio-  
nalité de son mari, mais si  
elle devient veuve, elle obtient  
sa nationalité en rentrant  
dans son pays. En Serbie  
il n'y a pas de loi sur ce sujet.

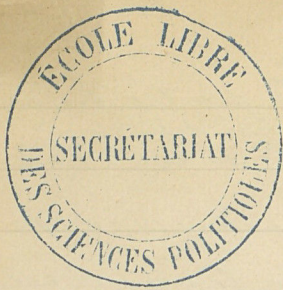
La Serbie est devenue indé-  
pendant par le traité de  
Berlin de 1878.

il serait à désirer que la  
Serbie conclût de conventions  
concernant ce sujet avec les  
autres états.

Paris 31. Mai 1883.

J. P. Tchorovics





2

Composition de M. Soré.

Albany

absolument insuffi.  
sant

M. Courtois.

La révolution de 1830, ses conséquences au point de vue de relations extérieures de la France.

La révolution française de 1830 <sup>eut</sup> pour les conséquences l'abdication du roi Charles X et H. Louis Philippe fut élu roi, mais son avènement sur le trône de la France provoqua le car de la Russie, le prince de Metternich et presque tous les autres souverains excepté l'Angleterre qui se montra peu défavorable. La situation de la France à cette époque n'était pas assez satisfaisante. La Belgique dans la même époque était un point très malade. La France convoite la Belgique, la guerre de la succession d'Espagne donna la Belgique par le traité de Rastadt en 1814 à la maison d'Autriche, et par le traité de Campo Formio avec de grands sacrifices Napoléon l'a réunie à la France. L'Angleterre, à cause de son commerce craint la domination française en Belgique, elle ne veut jamais permettre l'extension de la France de cette côté, de là résultent les instigations anglaises pendant la Révolution fr., et le détachement de la Belgique par le traité de Vienne de 1815 et sa réunion à la Hollande.

En Belgique quoiqu'il y en a deux éléments différents le français et le flamand la langue française était introduite comme langue officielle <sup>Depuis la Révolution</sup> tandis que le flamand n'était traité comme patois. Le roi de Hollande membre de la 1<sup>re</sup> Alliance pour mieux affermir cette nouvelle acquisition qu'il a reçu au traité de Berlin cherche de nouveau de faire introduire la langue flamand comme langue officielle et qui ne diffère pas beaucoup de la langue hollandaise; et de se faire ainsi fortifier.



Les opérations holandaises mécontentèrent surtout la partie française qui est la plus composée <sup>de la population</sup> surtout la partie la plus civilisée, et le retentissement de la révolution française de 1830 gagna Bruxelles d'un coup. Le jour même de la fête du roi on donna au théâtre la représentation de la célèbre opéra, La muette de Portici, et après le sorti du théâtre sous l'excitation des patriotes français la révolte commença, qui après des grand efforts se termina au profit de la partie révolutionnaire.

La nouvelle de la révolution en Belgique était très favorablement accueillie en France, le roi de Hollande envoie adresser une note aux grandes puissances cherchant de trouver le moyen pour la étouffer, les puissances d'une côté craignaient que le feu ne se repandait pas de plus en plus d'une autre côté même embarrassés dans leurs propres états,

La Russie dans un moment était très favorable à l'intervention et de faire l'appelle à la sainte alliance mais les troubles en Pologne ne lui permettait pas. Les Etats allemands même dans cette époque étaient très agités la population cherche de réformes. La nouvelle de la capitulation de Varsovie excite un moment le peuple français, qui demanda du roi et de son ministre ~~Adolphe~~ Casimir Perier l'intervention <sup>au profit</sup> de la Pologne.

La situation du gouvernement français <sup>en 1830</sup> était même plus fâcheuse que celle de la révolution de 1789 car on avait une coalition complète formée contre la France. Dans cette situation embarrassante elle cherche de plus en plus de se faire approcher de l'Angleterre. Quoique que le gouvernement provisoire de la Belgique avait voulu proclamer le duc de Nemours comme roi des Belges, le roi Louis Philippe ne veut pas accepter la couronne pour son fils, en se montrant toujours pacifique, cherchant de rétablir l'ordre dans l'intérieur de son pays.

Le roi de Hollande malgré tous ses promesses faites aux Belges ne pouvait plus affermir sa dominance dans ce pays, abandonné à lui-même il dut enfin consentir à une conférence qui eut lieu à Londres.

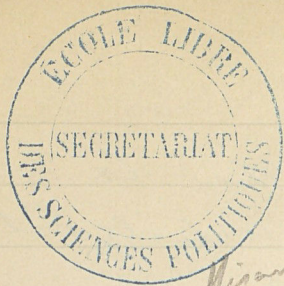


La France qui était mal vue en Europe surtout en Russie  
et Vienne fut sauvée par la Révolution Polonaise <sup>d'un grand danger, quelle courait</sup> surtout la  
Belgique obtenait par cette révolution le plein libre de se débarrasser  
du joug Hollandais. Louis Philippe aux conférences de Londres  
envoya comme ambassadeur le célèbre Cardinal et Diplomate  
Ftalleyrand qui a même figuré <sup>comme ambassadeur</sup> au Congrès de Vienne, et par le traité  
signé à Londres, la Belgique fut érigée en royaume sous la régence  
d'un parent de la reine d'Angleterre le prince Léopold I<sup>er</sup> de Saxe  
Cobourg Gotha qui pour reconnaissance prit pour femme la  
fille du roi de France.

Paris 15 Juin 1883

Jean P. Neustovics.





Composition pour M. Devault.

Kourtois.

Composé par un officier  
3

# Des conditions et des effets de la naturalisation d'un français à l' étranger.

## I<sup>re</sup> Partie.

A quelle condition un français devient-il étranger, l'article 17 du cod. C. français détermine les cas dans lesquels on perd la nationalité française.

1<sup>er</sup> Par la naturalisation acquise en pays étranger  
2<sup>e</sup> par l'acceptation non autorisée par le Roi ou chef de l'Etat des fonctions publiques conférées par un gouvernement  
3<sup>e</sup> par tout établissement fait en pays étrangers sans esprit de retour, 4<sup>e</sup> par le mariage il est naturel que les époux soient régis par la même législation. Art. 12. Cod. Civ. ainsi à titre d'exemple, une anglaise épousant un français elle avait deux nationalités, un statut 1844 a décidé qu'une française épousant un Anglais devenait anglaise mais il n'admettait pas le reciproque, la loi Du 12 Mai 1870 abolit ce principe. Certaines législations ont fixé un délai après lequel il y a prescription de la perte de l'esprit de retour, en Allemagne par exemple après 10 ans mais une simple déclaration suffit au consulat pour écarter la prescription.



L'article 17 du C. C. est interprété par le décret du 26 Aout 1849. le premier article dit: Aucun français ne peut être naturalisé en pays étranger sans notre autorisation, et par ce décret on distingue les individus qui ont obtenu l'autorisation du gouvernement de ceux qui n'ont pas.

## Effets.

La naturalisation d'un individu ne produit pas l'effet sur sa famille, décret du 7 février 1851 décide que le dispositif de l'art 9 du Cod. C. est applicable aux enfants mineurs d'un naturalisé même s'ils sont nés à l'étranger, ils pourraient réclamer la qualité de français dans l'année de leur majorité, les enfants majeurs deviennent de plein droit en le réclamant dans l'année de la naturalisation du père. Les femmes ~~elles~~ <sup>leur</sup> le doivent sous ~~la~~ demande faite avec ~~leur~~ maris.

Dans la plupart de législation la naturalisation du chef de famille produit des effets pour sa femme et ses enfants mineurs. Il y a aujourd'hui aussi une loi en France de 14 fév. 1882 qui modifie la loi du 7 fév. 1851. Pour qu'un individu change sa nationalité il doit éprouver la capacité de disposer de son état, et qu'il ne la change pour se soustraire à certaines obligations. Le français qui avec l'autorisation du gouvernement se fait naturaliser à l'étranger ne peut porter les armes contre la France sous peine d'être traduit devant les tribunaux français - Art. 75 C. P. Cette disposition est critiquable, elle serait bonne de l'abroger. Ce qui concerne le service militaire s'il est inscrit sur la liste après sa naturalisation il n'y a pas d'effet



Le Delit d'insoumission se prescrit par un délai de  
3 ans à partir de la naturalisation,

Jean P. Koutouci

16 Juin 1883

Paris.